



LABELLISATION

GÉNÉRATION 2024

- *Développer les passerelles entre l'enseignement supérieur et le mouvement sportif pour encourager la pratique physique et sportive des étudiants.*
- *Accompagner les sportifs de haut niveau dans leur cursus.*



MINISTÈRE
DE L'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR,
DE LA RECHERCHE
ET DE L'INNOVATION

MINISTÈRE
DES SPORTS

APPEL À CANDIDATURE ET CAHIER DES CHARGES

Le programme d'appui à l'organisation des Jeux olympiques et paralympiques à Paris en 2024 (JOP 2024), « le sport au service de la société », validé en Conseil des ministres le 22 mars 2017 indique dans sa mesure 1 : « créer un label **Génération 2024** pour les établissements scolaires et universitaires ».

À cette fin, les ministères chargés de l'Enseignement supérieur et des Sports lancent pour la rentrée 2018 un appel d'offre national pluriannuel pour encourager dans l'enseignement supérieur, le développement d'une pratique sportive régulière des étudiants notamment des boursiers et de ceux en situation de handicap, ainsi que l'engagement des étudiants dans le mouvement « Paris 2024 ».

Ce label « Génération 2024 » s'inscrit également dans la déclinaison opérationnelle de la convention cadre du 18 septembre 2013 qui lie le Comité National Olympique et Sportif Français (CNOSF), le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRI) et celui de la Ville, de la Jeunesse et des Sports (MVJS), ainsi que dans chacune des conventions signées entre le ministère chargé de l'Enseignement supérieur, le ministère chargé des Sports, les fédérations sportives et les fédérations sportives scolaires et universitaire.

Ce label « Génération 2024 » s'inscrit dans le déploiement de la charte pour le développement du sport à l'Université (26 Mai 2016) entre le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRI), la Conférence des Présidents d'Université (CPU) et le Groupement National des Directeurs de SUAPS (GNDS) représentant les services des sports des universités.

Objectifs

Développement de liens entre l'établissement et son environnement associatif sportif

De nombreuses associations sportives ont développé sur tout le territoire un savoir-faire dans les domaines de l'éducation à la citoyenneté, de la santé ou du vivre ensemble. Elles participent à l'initiation et la découverte de l'activité physique et renforcent le goût de la pratique sportive. Au-delà, l'engagement au sein de la vie étudiante sportive et associative, dans les clubs, favorise des prises de responsabilités sociales et citoyennes qui constituent des apports indéniables pour l'insertion sociale et professionnelle de tous les participants.

Dans le même temps, les établissements d'enseignement supérieur poursuivent de tels objectifs par l'intermédiaire d'associations sportives universitaires affiliées à la FFSU, par la mise en place d'une offre de pratique sportive culturelle et artistique pour tous les étudiants et les personnels ou encore par la valorisation des compétences liées à l'activité physique et sportive au sein des cursus d'enseignement supérieur. À cette fin, les établissements d'enseignement supérieur sont dotés de Services universitaires ou interuniversitaires des APS (circulaire du 6 Janvier 1972).

De nombreux projets structurants ont d'ores et déjà été entrepris pour favoriser les passerelles entre le sport dans l'enseignement supérieur et le mouvement sportif associatif. Il convient de les développer, les renforcer et les pérenniser par des projets à dimension territoriale. La mise en œuvre de Mooc (Massive open online course) à objet sportif sera recherchée. La libération du jeudi après-midi pour la pratique sportive des étudiants et la participation aux compétitions FFSU est fortement recommandée.

Participer à la recherche et aux événements promotionnels olympiques et paralympiques

L'année universitaire peut se rythmer par des temps forts de promotion de l'olympisme et de paralympisme. Certains événements existent d'ores et déjà : la journée nationale du sport universitaire (JNSU) en septembre, la semaine olympique et paralympique en janvier et la journée olympique du 23 juin.

La semaine olympique et paralympique, expérimentée en 2017 et généralisée à partir de 2018, poursuit deux objectifs : d'une part, la valorisation de la pratique du sport, et particulièrement la pratique sportive des jeunes en situation de handicap, en intégrant des rencontres sportives partagées, et, d'autre part, la valorisation du sport comme objet de recherche et outil pédagogique, en proposant des animations autour des valeurs de l'Olympisme, du Paralympisme et en utilisant des ressources pédagogiques dédiées. Cette semaine pourrait permettre des partenariats avec les établissements scolaires du second degré et des synergies avec d'autres partenaires et réseaux.

Accompagnement ou accueil des sportifs de haut niveau

Le modèle français du sport de haut niveau définit un statut des personnes. Il prend en compte les valeurs essentielles de respect de l'individu, de l'intégrité physique et morale et du respect de l'éthique, la formation et le devenir professionnel.

Le statut particulier des personnes se concrétise par la mise en place d'un double projet de la sportive ou du sportif de haut niveau qui est bâti sur deux axes d'intervention complémentaires et indissociables : la recherche de l'excellence sportive et la réussite éducative et professionnelle. Il doit ainsi favoriser la reconnaissance des compétences développées par ces sportifs au sein de leur parcours de formation et de certification, ainsi qu'au sein de l'univers professionnel.

Ce statut permet de faire face à l'élévation du niveau de la concurrence internationale et l'adoption par les fédérations sportives internationales de nouvelles règles de qualification aux rendez-vous majeurs (notamment les Jeux olympiques et paralympiques) qui augmentent les contraintes sportives : séances pluriquotidiennes, densification du calendrier sportif : entraînements, stages, compétitions, phases de soins et de récupération. Dans ce cadre, des aménagements (organisation de la scolarité, places de logement universitaire, etc.) et un accompagnement individualisé des étudiants concernés sont nécessaires, voire indispensables.

La présence de sportifs de haut niveau au sein de l'établissement nécessite une individualisation de leur parcours en présentiel et à distance (formation ouverte à distance et les espaces numérique de formation), mais réclame d'eux un engagement exemplaire au regard de ces aménagements.

Les établissements d'enseignement supérieur peuvent se saisir de cette opportunité pour ouvrir ces aménagements et dispositifs à des étudiants dont le potentiel sportif serait reconnu et caractérisé par l'établissement, y compris au-delà des listes ministérielles.

Ainsi, l'accueil de sportifs de haut niveau dans l'établissement de même que les aménagements proposés aux sportifs de très bon niveau sont des vecteurs d'échanges entre tous les étudiants sur les valeurs de l'Olympisme, du Paralympisme, les enjeux éducatifs de société (handicap, santé, discrimination, environnement, etc.) et les enjeux d'insertion sociale et professionnelle. Il peut ouvrir à toute autre forme de support comme le parrainage de l'établissement par un sportif de haut niveau ou encore des guides pour l'implication des sportifs de haut niveau dans les établissements.

La mobilisation des réseaux de recherche pour optimiser la haute performance sera amplifiée.

Ouvrir les équipements sportifs des établissements

Les besoins en équipements sportifs, espaces et itinéraires nécessaires à l'ensemble des pratiques sportives recoupent ceux de l'enseignement supérieur, des associations sportives universitaires mais aussi des pratiques fédérales et associatives, qu'il s'agisse des pratiques de loisirs, d'entraînement ou de compétition.

Les équipements sportifs implantés au sein des établissements supérieurs doivent pouvoir être accessibles aux étudiants pendant le temps universitaire, mais aussi aux autres pratiquants, voire aux entreprises dans les temps où ils ne sont pas mobilisés par les besoins universitaires. De la même manière, l'usage d'installations sportives externes ou d'espaces naturels requiert une collaboration étroite avec les fédérations et les collectivités territoriales.

Les équipements de l'organisation des JOP 2024 pourront être mobilisés lors d'événements promotionnels pour la jeunesse.

Principes directeurs de la labellisation

Favoriser le volontariat des établissements

Pour atteindre les objectifs ci-dessus et favoriser le développement de passerelles entre les établissements et les clubs sportifs locaux, il convient d'encourager et de sensibiliser les équipes pédagogiques, l'encadrement des établissements, les services et les étudiants.

Les partenariats établis sont valorisés par l'obtention du label « Génération 2024 ». Cette labellisation s'inscrit dans le projet d'établissement d'enseignement supérieur. Le label insistera plus particulièrement sur les valeurs de la République et les principes de l'Égalité, de la santé, de l'inclusion des personnes en situation de handicap, de l'éco-citoyenneté et de la lutte contre les discriminations.

Favoriser l'initiative des établissements et encourager une adaptation pertinente aux spécificités locales

Pour faciliter la mise en œuvre de la labellisation « Génération 2024 », l'établissement volontaire répondant aux critères doit pouvoir bénéficier d'une grande marge de souplesse dans la mise en œuvre de son projet. Il s'agit de développer la continuité de la pratique sportive des étudiants dans les différents temps. Les contraintes locales conduisent à travailler étroitement avec les collectivités territoriales, ainsi qu'à tisser des liens avec le monde sportif local et éventuellement les entreprises. L'expertise des associations sportives universitaires sera un point d'appui important.

Par ailleurs, cette labellisation peut permettre de renforcer l'inscription de l'activité physique et du sport dans la formation étudiante et, par là-même, la construction de compétences transversales figurant aux référentiels de compétences des certifications de l'enseignement supérieur. Des activités artistiques et culturelles ainsi qu'un ensemble de pratiques dédiées au bien être par l'activité physique s'inscrivent naturellement au sein de cette démarche.

L'offre sportive de l'établissement est un facteur d'attractivité supplémentaire sur le plan international.

Obtenir un label

Les effets d'un label ne peuvent être évalués que sur plusieurs années. Les établissements volontaires s'engagent dès lors à mener la mise en place de ce cahier des charges sur une durée de trois années universitaires à compter de la rentrée 2018. Le cahier des charges (Annexe 1) est une indication et un guide pour les établissements et ne constitue pas une liste fermée d'items à respecter en intégralité.

Mise en œuvre et calendrier

Choix des établissements

Un cahier des charges sera fourni aux établissements, comportant un ensemble de points d'appui pour les candidatures. L'intérêt et les actions de développement de la pratique sportive seront majeurs. La présence et l'engagement de la filière STAPS au sein des établissements constitueront des appuis non obligatoires mais très favorables. Les établissements appartenant à un Campus des métiers et des qualifications du sport ont naturellement vocation à s'inscrire au sein de cette dynamique.

La décision de labellisation sera instruite par une commission ad hoc nationale constituée sous la responsabilité de la DGESIP et de la Direction des Sports, appuyée sur les avis des recteurs et des Directeurs Régionaux de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale.

Suivi et évaluation à plusieurs niveaux

La labellisation donnera lieu à une évaluation régulière au plan national. Un comité de pilotage national sera mis en place avec des représentants de la DGESIP, de la Direction des sports (DS), de la Conférence des Présidents d'Université, du Centre national des œuvres universitaires et (CNOUS), de la Conférence des Grandes Écoles (CGE), du Groupement national des directeurs des sports (GNDS), des collectivités territoriales, du CNOSF, du CPSF et de la FFSU. L'expertise des inspections générales sera sollicitée.

Un suivi de la labellisation sera effectué au niveau académique par le Recteur et le Directeur Régional de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion sociale qui animeront un comité académique de suivi composé de représentants du rectorat, de la DRDJSCS, de la DRAAF, des établissements d'enseignement supérieur concernés, du ou des SUAPS ou SIUAPS, du CROUS, des collectivités territoriales, du CROS, et du CRSU.

Le Recteur et le Directeur régional de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion sociale nomment, chacun en ce qui le concerne, un référent en charge du suivi de la labellisation des établissements de l'enseignement supérieur dans l'académie et la région.

Chaque établissement labellisé désignera un référent Jeux olympiques et paralympiques 2024 et veillera à prévoir une évaluation du dispositif mis en place.

CAHIER DES CHARGES

Objectifs	Exigences	Exemples
Développement de liens entre l'établissement et son environnement associatif sportif	Organisation d'événements communs avec les structures sportives locales	Organisation de la journée JNSU en début d'année universitaire portes ouvertes sportives du SIUAPS, tournois, exhibitions ...
	Information des étudiants sur l'offre de pratique des clubs sportifs locaux	Site internet du SUAPS ou SIUAPS Affichages
	Information des étudiants sur les possibilités de pratiques de pleine nature dans l'environnement de l'établissement	Mobilisation des réseaux sociaux...
	Information des étudiants sur les événements sportifs locaux	Communication des besoins des clubs (bénévoles, aides pour sportifs en situation de handicap)
	Faciliter l'engagement des étudiants dans la vie associative universitaire et sportive locale	Vente de billets pour les événements sportifs locaux
	Conventionnement et actions de partenariat entre l'établissement et des clubs sportifs de l'environnement	Mutualisation de matériel Echanges de prestations
	Stagiarisation d'étudiants dans le cadre de cursus de formation Mise en place de formations pour les acteurs des clubs de l'environnement (DU...)	Partenariats avec les établissements accueillant des jeunes en situation de handicap
Participation à la recherche et aux événements promotionnels olympiques et paralympiques	Co-animation ou encadrement d'événements sportifs locaux ou de formations	Événements de pratiques de pleine nature Formations secourisme
	Organisation et/ou participation à des actions inscrites dans le calendrier des grands événements promotionnels olympiques et paralympiques (trois temps forts annuels)	Mobilisation des équipes enseignantes impliquées dans l'animation des APS
	Développement et valorisation de recherches scientifiques ou d'innovations technologiques menées au sein de l'établissement en lien avec l'olympisme et le paralympisme	Participation des étudiants aux actions et événements (conception, organisation, mise en œuvre) Reconnaître les compétences acquises dans l'engagement local (chapitre 6.1 supplément au diplôme)
	Participation des étudiants sur ces événements validée et valorisée dans les cursus	Faire vivre et communiquer sur les partenariats
	Implication des dispositifs universitaires de bibliothèque ou de communication dans la préparation et communication sur les événements	Utiliser les ressources documentaires disponibles (CANOPE...).
	Intervention des sportifs olympiques et paralympiques inscrits dans l'établissement sur les différents événements	Appui sur les supports de médiatisation Engagement des sponsors et mécènes
	Organisation de manifestations scientifiques sportives ou de vulgarisation pouvant accroître l'audience des événements promotionnels olympiques et paralympique	Mise en place d'événements estudiantins (rencontres, congrès, tables rondes...)



Objectifs	Exigences	Exemples
<p>Accompagnement ou accueil des sportifs de haut niveau (dont jeunes en situation de handicap) Code de l'éducation, article L.331-6, L.332-4, L.611-4 ; Code du sport : L.211-5, L.221-9 et L.221-10</p>	<p>Intégration des besoins particuliers des sportifs de haut niveau dans leur cursus :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. admission spécifique dans les établissements ; 2. organisation de l'emploi du temps (prise en compte des contraintes liées aux entraînements, stages et compétitions) et priorité dans le choix des groupes des travaux pratiques et des travaux dirigés ; 3. aménagement des examens (modalités de contrôle des connaissances, adaptation du calendrier des examens) ; 4. aménagement de la durée des cursus ; 5. accompagnement personnalisé (tutorat, cours de soutien...) <p>Nomination d'un enseignant référent, chargé du suivi des SHN et sportifs (ives) ayant une pratique sportive d'excellence ou d'accession au haut niveau</p>	<p>Adaptations spécifiques ou innovantes des moyens pédagogiques aux étudiants à besoin particulier</p> <p>Reports de notes et dispositifs spécifiques d'évaluation</p> <p>Formations à distance</p> <p>Collaborations avec des établissements universitaires présents sur des lieux de stages sportifs hivernaux...</p> <p>Aides aux recherches de logement</p> <p>Aides administratives et pédagogiques sur les démarches internes</p> <p>Création d'un livret individuel de compétences spécifiques et transversales pour les SHN Inscription de compétences spécifiques au supplément au diplôme</p> <p>Constitution de groupes d'échange et d'entraide entre étudiants à besoins spécifiques (sportifs, danseurs, musiciens...)</p> <p>Établissement de points de contacts permanents</p> <p>Désignation de tuteurs au sein des UFR</p> <p>Désignation d'étudiants partenaires</p>
<p>Mise à disposition des équipements sportifs existants dans l'enceinte de l'établissement universitaire aux associations sportives et entreprises locales Code de l'Éducation : article L.841-1, L.841-2, intégrant l'agenda d'accessibilité programmé AdAp</p>	<p>Délibération favorable du CA de l'établissement sur l'ouverture</p> <p>Signature de conventions entre l'établissement et les associations utilisatrices (clubs ou entreprises) et le propriétaire Etat/collectivité territoriale propriétaire pour l'ouverture des locaux en semaine, week-end ou périodes de vacances ainsi qu'une recherche d'optimisation de l'usage des installations des collectivités par les établissements d'enseignement supérieur</p> <p>Convention spécifique de mise à disposition des installations pour les associations encadrant des personnes à besoins spécifiques (handicap, maladies chroniques, seniors...)</p>	<p>Inscription au CA de l'établissement avant la fin d'année universitaire pour préparer programme de rentrée.</p> <p>Réunion d'une instance locale d'échanges sur les besoins et l'optimisation d'utilisation des équipements sportifs dans les différents temps</p> <p>Actions spécifiques d'accueil sur ces périodes (personnels, étudiants...)</p>

DES RESSOURCES POUR FACILITER LA MISE EN ŒUVRE DE LA LABELLISATION « GÉNÉRATION 2024 »

A • Développement de liens entre l'établissement et son environnement associatif sportif :

- [La charte pour le développement du sport à l'Université](#) ;
- [Le partenariat avec le Comité national olympique et sportif français \(CNOSF\)](#) ;
- La convention cadre 22 novembre 2016 qui lie le CNOSF, les ministères chargés de l'Agriculture et des Sports ;
- [Les conventions avec les fédérations sportives](#) ;
- [Les actes du colloque « activités sportives de nature à l'école »](#) ;
- [Le rôle éducatif des sports de nature](#) ;
- [Les sports de nature en séjour scolaire](#) ;
- [Le décret 70-1269 231270 : organisation des activités physiques, sportives et de plein air dans l'enseignement supérieur abrogé et codifié dans le code du sport par le décret n°2013-756 du 19 août 2013](#) ;
- [Le décret 93-461 250393 : obligations de service des personnels enseignants du second degré affectés dans les établissements d'enseignement supérieur: Decret 93-461 250393.pdf](#) ;
- [La circulaire 1972 : Fonctionnement des services universitaires et interuniversitaires des APS et de plein air](#) ;
- [La circulaire du 6 janvier 1972 : mise en place des SUAPS et SIUAPS dans l'enseignement supérieur.](#)

B • Participation à la recherche et aux événements promotionnels olympiques et paralympiques :

- [La semaine olympique et paralympique](#) ;
- [L'année de l'olympisme de l'école à l'université.](#)

C • Accompagnement ou accueil des sportifs de haut niveau :

- [La note de service n° 2014-071 du 30-4-2014 « Élèves, étudiants et personnels de l'enseignement scolaire et de l'enseignement supérieur](#) ;
- [Expérience Sorbonne](#) / [Expérience Clermont ferrand université](#) / [Expérience Nantes université](#) / [Expérience U-PSud](#) / [Expérience Lorraine université](#) / [Expérience Tin](#) ;
- [Expérience STAPS Orléans université](#) / [Expérience SUAPS université Paris V](#) ;
- [Accord FIED Grand INSEP / la FOAD dans le réseau grand INSEP.](#)

D • Mise à disposition des équipements sportifs aux associations sportives et entreprises locales :

- [Un exemple de convention entre un SIUAPS /club local mobilisation de l'équipement sportif](#) ;
- Le Code de l'Éducation, articles : [L841-1](#) ; [L841-2](#) ;

E • Autres ressources :

- [L'année du sport de l'école à l'université / l'année de l'Olympisme de l'école à l'université](#) ;
- [Les ressources pédagogiques « La grande école du sport » CANOPE](#) / [du Comité national olympique et sportif, Comité paralympique et sportif, COJO 2024](#) ;
- [Les sites des fédérations scolaires USEP, UGSEL, UNSS](#) ;
- [Les sites des pôles ressources nationaux \(PRN sport, éducation, mixités, citoyenneté ; PRN sport handicap ; PRN sport de nature, PRN sport santé bien être\) et la mission développement durable du ministère des sports](#) ;
- [Les ressources INSEP](#) ; [le site du ministère de l'agriculture « développement des pratiques sportives dans l'enseignement agricole »](#) ;
- [Le site de la DJEPVA –jeunes.gouv.fr](#) et de [l'INJEP.](#)

GÉNÉRATION 2024



MINISTÈRE
DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR,
DE LA RECHERCHE
ET DE L'INNOVATION

MINISTÈRE
DES SPORTS